

Majorité la punition

Sanction durable ou avertissement? On verra dimanche. Mais la punition est d'ores et déjà cuisante pour la majorité présidentielle. Le sens de la dissolution n'a pas été compris. Monte, de tous bords, la protestation vague d'une France dépressive. Jacques Chirac a huit jours pour se reprendre. La « continuité » ne fait plus recette. C'est du neuf qu'on attend. Mais lequel?

PAR CATHERINE PÉGARD

Jacques Chirac n'aime pas se retourner sur son histoire: son histoire, il la fait, la chahute, l'intériorise et n'en parle guère. Mais tout de même, lorsque dimanche, à 18 h 30, sont tombées les premières estimations sur le premier tour des élections législatives, peut-être a-t-il songé à ce dimanche 23 avril 1995, premier tour de la présidentielle, où s'égrenaient à la même heure des chiffres affreux pour lui. Et puis dimanche soir, ce choc! Faudra-t-il qu'une fois de plus tout se dérobe?

« Risqué », titrait *Le Point* aussitôt après la dissolution de l'Assemblée. « Dire que je ne prends pas de risques n'a pas de sens », concédait alors le président, mais c'était le temps où pointages personnels en main – éternelle défiance à l'égard des sondages – il promettait à la majorité une avance de cent sièges.

A la lecture des derniers baromètres secrets, dès la fin de la semaine dernière, son entourage théorisait ce piètre premier tour annoncé. Emiettement et abstention seraient les clignotants

du scepticisme et de l'incompréhension des Français. Roulant les formules épiques, le secrétaire général de l'Elysée, Dominique de Villepin, relayé par le directeur de cabinet du Premier ministre, Maurice Gourdault-Montagne, dissertait sur le caractère salutaire des émotions fortes. Tous deux tenaient, contre la gauche, l'arme nucléaire: le ressaisissement des Français, la mobilisation de la majorité. Mais dimanche soir, il fallait aller beaucoup plus loin déjà. Tenter – enfin – de donner un axe aux électeurs: « Il faut dire aux Français ce qui va changer », disaient en chœur Jacques Toubon et Alain Madelin, et ce n'est pas un hasard si ce sont des proches de Chirac qui, les premiers, s'exprimaient. Si on

se répétait la prophétie heureuse de Jacques Chirac le 23 avril 1995: « *Un mauvais premier tour fait un bon second tour* », certains, dans l'ombre de l'UDF, se laissaient aller à évoquer leurs tristes souvenirs de l'Elysée entre les deux tours de 1981, où l'on prédisait aussi une mobilisation qui, alors, servit... Mitterrand et le camp adverse.

Dimanche, les Français ont tendu aux politiques le même miroir embué qu'au soir de la présidentielle. C'est la même France « légère et dure » où couvent l'indifférence et le feu, une France qui conteste le système qu'incarnent les partis de gouvernement, une France indécise dont les engouements sont d'abord négatifs. La désaffection frappe sans doute toujours le Parti socialiste comme le tandem RPR-UDF, mais la sanction, terrible, frappe la majorité, à l'aune de ses scores, il est vrai, plébiscitaires de 1993.

Les socialistes sont lavés de l'opprobre qui les avait anéantis cette même année. « *Il y a l'arithmétique, mais il y a aussi la dynamique* », insistait-on au ►





quartier général du PS. Les socialistes ont pris le chemin de la reconquête, et Lionel Jospin, qui n'a pas manqué de «présidentialiser» cette élection législative, a conforté l'ascendant qu'il avait pris en 1995. Il relevait alors un défi. Cette fois, il a normalisé le combat droite-gauche.

Dans la campagne élyséenne, Chirac faisait cette analyse prémonitrice: «*La gauche a perdu son identité. Pour trois ans encore, si je suis élu. Pour un an, si Edouard Balladur l'emporte.*» Est-ce la motivation tactique inavouée qui a conduit le chef de l'Etat à dissoudre l'Assemblée? L'étroussure du résultat lui donne raison de ne pas avoir sous-estimé la reconstitution de la gauche sur un tissu national en patchwork. «*Ceux qui veulent la dissolution, ce sont les électeurs de gauche et les déçus de la droite*», martelait Philippe Séguin en guise de mise en garde début mai, écho d'une prédiction déjà ancienne:

«*Au lendemain de la présidentielle, on avait les moyens d'agir, demain on aura ceux de perdre.*»

Abstention au 1^{er} tour des élections législatives de la V^e République.

1958	22,9
1962	31,3
1967	18,9
1968	20,0
1973	18,7
1978	17,22
1981	29,64
1986	21,53
1988	34,26
1993	31,07

La majorité présidentielle de 1995 a détruit la majorité parlementaire de 1993. Elle ne s'y est pas substituée. La dissolution voulue par le chef de l'Etat n'accélère pas sa coagulation. En revanche, elle a semblé accélérer le rythme de dilution de la chose publique.

Jusqu'au dernier jour, les candidats ont été interrogés sur les raisons de la dissolution: «*Pourquoi? Est-ce donc nécessaire?*» L'incrédulité de l'électorat de droite ne s'est jamais dissipée. Le slogan d'Alain Juppé, exacte interprétation de la volonté de Jacques Chirac – «*Ni rupture ni continuité*» – a désarçonné ses électeurs. Le président a refusé de suivre les recommandations ultralibérales d'Alain Madelin et les admonestations sociales de Philippe Séguin. Comme en 1995, il croit que la synthèse est possible, cette synthèse qui s'incarnerait alors sous les vivats, en Alain Juppé, «*le meilleur d'entre nous*». Deux ans plus tard, le film s'est cassé et le remake s'avère impossible. L'épreuve du pouvoir est



Lionel Jospin

passée par là. Les Français, qui n'avaient retenu en 1995 que la sensibilité du diagnostic sur la fracture sociale, depuis le 26 octobre 1995, où Jacques Chirac a arbitré entre volontarisme et réalité, ne retiennent que la rigueur exigée par l'assainissement des finances publiques. Et cette rigueur est incarnée par Alain Juppé.

Premier ministre, Alain Juppé, avec le sentiment du devoir accompli, a cristallisé toutes les frustrations, toutes les désillusions dans une popularité partagée avec le président. Chef de la majorité, il ne s'est pas dépouillé de son image de Premier ministre, d'autant plus qu'il est apparu comme unique chef d'état-major d'une troupe unie... dans la diversité. Il a cédé à sa tentation habituelle de tout maîtriser, d'autant que le système exécutif «*tenu*» par Villepin et Gourdault-Montagne l'y invite, et que le RPR garde ses vieux réflexes dominateurs.

Jusqu'au bout, Alain Juppé aura

été le bouc émissaire. Crûment, un élu parisien remarquait hier: «*Vous trouvez qu'il est facile de faire campagne avec Juppé comme général et Tiberi comme capitaine? Nos électeurs ne veulent voir ni l'un ni l'autre!*» C'est un double coup de semonce qu'ils auront donné à Paris, où le royaume qu'a construit Jacques Chirac chancelle, et au gouvernement: tous les ministres sont en ballottage.

La droite se trouve confrontée ainsi à un cocktail détonant. Jamais elle ne s'est autant dispersée. Les états-majors du RPR et de l'UDF ont négligé le charme des dissidences et le poids des vitupérations de Philippe de Villiers.

Mais, surtout, Jean-Marie Le Pen gagne le pari d'être l'arbitre de l'élection. Le Front national, qui reproduit le score de son président à la présidentielle dans le scrutin qui jusque-là lui était le plus défavorable, s'installe comme un premier rôle de la vie poli-

tique française. Le comportement des électeurs du Front national reste une clé du second tour des élections (voir l'analyse de Pierre Giacometti).

D'élection en élection, Jacques Chirac a dévoré les cages d'escalier, les rues et les routes «*pour arracher avec les dents*» les suffrages des Français. Sa première élection comme député de la Corrèze, c'était en 1967, quand la majorité de l'époque l'a emporté d'une voix. Sa première élection comme leader national, c'était en 1978, quand on donnait la droite perdue. Ironie de l'histoire, il se retrouve dans cette même configuration incertaine. Tout cela pour cela!

Cette fois, Jacques Chirac n'est plus à la manœuvre, mais c'est vers lui que les regards se tournent. «*Si les élections sont anticipées, le président revient en première ligne. Il doit expliquer pourquoi il souhaite trouver, pour un long temps, les chances d'un gouvernement stable*», disait le père de la Constitution, Michel Debré. Le président devrait s'exprimer mercredi pour rappeler, comme le fit naguère François Mitterrand, que l'élection législative n'est pas une élection présidentielle. Il promettra qu'il «*tiendra compte de la volonté populaire*». Jacques Chirac ne croit toujours pas que la gauche est prête à gouverner. Il fait silence sur la cohabitation que d'autres, près de lui, seraient tentés de regarder comme un atout pour la présidentielle de demain.

«*En six mois, les socialistes, disent-ils, auront fait la démonstration de leur incompetence et de leur impuissance.*» Mais aujourd'hui, pour Chirac, il s'agit de sauver sa majorité.

«*De tout son être, confiait récemment un de ses amis, Chirac souhaite garder Alain Juppé.*» Dans l'avion qui le ramenait de Chine, un des invités du voyage, après bien d'autres, a tenté de lui expliquer qu'un signe ramènerait sans hésitation dans la majorité ceux qui «*ne veulent plus de Juppé*». Le président, une fois de plus, a remarqué, laconique, qu'Alain Juppé était le «*plus intelligent*».

Mais la fulgurance pragmatique qui l'a conduit à bousculer le calendrier peut le conduire à aller contre ce choix, qu'il considère jusqu'ici comme celui de la raison autant que du cœur. Il le fera si c'est le prix à payer pour se sauver lui-

même. «*Si la majorité devait l'emporter de quelques sièges, alors garder Juppé serait un déni de démocratie*», affirme un de ses fidèles. Tout cela, Alain Juppé, qui, lui aussi, sait que la politique n'est pas affaire de sentiment, en est conscient. Ah, bien sûr, son choix à lui serait de se venger de cette sale période, de faire l'euro et de se retirer à Bordeaux, certain que, bientôt, il serait réhabilité, que la comparaison avec les autres tournerait vite en sa faveur! Personne à Matignon n'a préparé ses cartons. Au contraire, on y a cogité, ce week-end encore, le discours d'investiture que Juppé prononcerait si la droite l'emportait et s'il était conduit à Matignon. De même il a pensé et repensé à ses quinze ministres – douze, a rectifié Chirac – qui devraient donner l'impression du neuf, alors que, «*les choses étant ce qu'elles sont*», les quarante premiers jours de la législature ne sauraient être révolutionnaires. Déjà, Alain Juppé a prévenu qu'il ne pourrait accélérer la baisse des impôts: comment aller plus vite quand le choix de l'Europe implique, selon lui, de continuer la même politique?

D'accord? Mais comment convaincre que la victoire de la majorité, si elle arrive dimanche prochain, ne sera pas, comme l'écrivait à

l'avance l'éditorialiste du *Herald Tribune* William Pfaff, que «*la confirmation marginale et apathique de la droite au pouvoir*»?

Alain Juppé est lucide. Cette dissolution a été un boomerang qui se retourne contre lui. Peut-être contre Chirac? Quoi qu'il arrive, dimanche, comment ne pas se rappeler que l'Assemblée de 1967 se disloqua en 1968? Comment ne pas se rappeler que le populaire Raymond Barre a certes gagné en 1978 une bataille que l'on annonçait perdue, mais que, trois ans plus tard, Valéry Giscard d'Estaing était battu à l'élection présidentielle?

En réalité, c'est bien la deuxième étape du septennat qui a commencé, quelle que soit l'issue du second tour du scrutin. Et c'est à elle que Jacques Chirac pense, parce qu'elle conditionne la suite, son propre destin.

Alors dimanche soir, comme à chaque premier tour, comme en 1995, il a murmuré peut-être: «*Il va falloir se battre, comme d'habitude.*» ■

Les circonstances dans lesquelles ce numéro du Point a été composé et imprimé, dans la nuit de dimanche à lundi, n'ont pas permis d'y maintenir l'éditorial de Claude Imbert, que vous retrouverez le lundi 2 juin.

Florilège de la cohabitation

On peut gouverner le pays avec un président d'une tendance et un gouvernement d'une autre, ce ne serait peut-être pas plus mal.

(François Mitterrand, 11/2/1973).

Les institutions n'interdisent pas la cohabitation d'un président de la République élu avec une certaine majorité et d'un Premier ministre élu avec une autre majorité.

(Michel Debré, 18/11/1975).

Dans cette hypothèse, il me paraît tout à fait exclu que le rôle du président de la République puisse se poursuivre, en tous les cas de la façon dont il a été chargé de l'assurer par la majorité des Français, et il y aura à ce moment-là une crise politique majeure.

(Jacques Chirac, 23/1/1977).

Il ne faut pas laisser croire aux Français qu'en cas de victoire de l'opposition la nouvelle majorité parlementaire pourrait exiger le départ du président. Ce n'est ni la lettre ni l'esprit de nos institutions.

(Jacques Chirac, 29/9/1983).

Je suis convaincu que la cohabitation serait intenable – pour ne pas dire invivable – pour le président de la République... et pour le Premier ministre.

(Raymond Barre, 27/9/1983).

Pour ma part, à la place du président désavoué, je ne resterais pas un instant en fonction.

(Jacques Chirac, 28/1/1985).

Le mieux serait que M. Mitterrand s'en aille. Est-ce qu'il rendra ce service à la France? Je ne le crois pas.

(Alain Juppé, 8/1/1993).

Nous ferons ce que nous estimons devoir faire, sans raser les murs.

(Edouard Balladur, 17/1/1993).

Je n'ai pas l'intention de démissionner si se produit un changement de majorité au mois de mars... Une élection législative, ce n'est pas une élection présidentielle.

(François Mitterrand, 18/2/1993).

La cohabitation est désormais une figure connue de la vie politique française.

(Lionel Jospin, 17/10/1996).

Il n'y a pas de domaine réservé, mais parfois des compétences partagées. Il suffit d'appliquer la Constitution.

(Lionel Jospin, 28/4/1997).

Il faut tout faire pour éviter une nouvelle cohabitation... La cohabitation est parfois inévitable, jamais souhaitable.

(Edouard Balladur, 8/5/1997). E.B.

Les Français ont voulu dire qu'ils attendaient un réel changement, un changement profond. Et nous devons entendre ce message. Alain Juppé



La nouvelle France électorale

Les abstentionnistes et les électeurs du Front national sont les deux variables incontournables de la mécanique électorale du second tour.

PAR PIERRE GIACOMETTI, DIRECTEUR D'IPSOS OPINION

À chaque grand rendez-vous électoral, sa singularité et ses caractéristiques propres ! La première dissolution « à froid » de la V^e République avait déjà créé d'elle-même les conditions de l'exception : campagne atone, désintérêt record, absence de dynamique de campagne.

Comme à l'occasion d'un scrutin de second ordre, expression des humeurs et de tous les mécontentements, le vote des Français, pour le premier tour d'élections considérées comme décisives pour l'avenir, illustre rejet et défiance à l'égard des acteurs politiques. Combien de fois a-t-on parlé ces dernières années d'élections qui allaient jouer un rôle majeur dans le fameux processus de « recomposition du paysage politique » ?

Le premier coup d'œil sur les décomptes du choix du 25 mai semble indiquer cette fois que les conditions en sont réunies. Le premier mérite de la dissolution chiraquienne sera peut-être d'avoir contribué à mettre en place les ingrédients de cette « refondation ». Le comportement des abstentionnistes du premier tour et l'attitude des électeurs du Front national sont au centre de ce processus.

1. La dissolution incomprise

Face à la perspective d'une éventuelle cinquième alternance en un peu plus de dix ans, les Français ont donné hier une démonstration plus sévère que jamais du regard désabusé, fataliste et indifférent qu'ils portent sur le système politique français, ses acteurs, leurs échecs successifs en matière économique. L'abstention du 25 mai est

d'abord le signe d'un acte politique manqué et ignoré alors qu'il s'agit d'élire la première Assemblée qui verra l'instauration de la révolution monétaire européenne.

2. L'élan électoral manqué de la majorité fabrique la supériorité électorale de la gauche en voix

C'était le risque de la dissolution, il s'est peu à peu affirmé, pendant la campagne, à travers la lente érosion du capital électoral de la majorité. Avec un score tournant autour de 31 % des suffrages, le bloc RPR-UDF enregistre, dans le cadre d'une élection majeure, son score le plus mauvais depuis la création des deux grandes formations à la fin des années 70. Le résultat est d'autant plus sévère qu'il est celui de 480 sortants, dont le capital de notabilité n'a pas joué l'effet escompté. Au

Les écolos aux portes de l'Assemblée

Malgré un score en très nette régression par rapport à 1993, les écologistes devraient, logiquement, obtenir cinq ou six députés à l'issue du second tour des législatives, compte tenu de leur avance, dimanche, dans certaines circonscriptions. Ils totalisent, toutes tendances confondues, près de 7 % des voix, contre 11 % voilà quatre ans.

Le paradoxe de les voir faire leur entrée à l'Assemblée nationale, en dépit d'un score moindre, résulte des alliances électorales de certaines formations écologistes avec les grands partis, à l'échelon local ou national. Par exemple : l'accord des Verts de Dominique Voynet avec les socialistes.

La perte d'audience des écologistes trouve son explication dans l'éclatement du mouvement et la multiplication des petites formations. Contrairement

à 1993, l'entente entre les Verts et Génération Ecologie n'a pu, cette année, être rééditée, en raison, d'une part, des querelles et des ambitions personnelles et, d'autre part, des divergences de fond.

De plus, les méthodes auxquelles a eu recours Brice Lalonde, président de GE, pour présenter un maximum de candidats sous sa bannière, a, semble-t-il, jeté le trouble chez les partisans du mouvement de l'ancien ministre de l'Environnement de Michel Rocard. Il a d'ailleurs été battu dès le premier tour. De même qu'Antoine Waechter, président du Mouvement écologiste indépendant.

Néanmoins, plusieurs personnalités semblent susceptibles de siéger dans la nouvelle Assemblée, dimanche. C'est le cas notamment de Dominique Voynet, porte-parole des Verts, qui devance le député RPR-UDF sortant, Gil-



Dominique Voynet

bert Barbier, dans la 3^e circonscription du Jura, à Dôle. De Guy Hascoët, dans la 7^e circonscription du Nord, et de Noël Mamer, président du mouvement Convergences, Ecologie, Solidarité (CES) dans la 3^e circonscription de la Gironde. Une surprise dans le Puy-de-Dôme : Danièle Auroi ta-

lonne l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing, mis en ballottage.

En contractant des alliances politiques, les écologistes paraissent aujourd'hui en mesure de gagner d'un côté ce qu'ils ont perdu de l'autre. A savoir, une représentation nationale contre des électeurs. ■ DENIS DEMONPION



poinds de la personnalité des députés, les électeurs ont opposé l'absence de volonté de soutien de l'exécutif. Les Français ont choisi en quelque sorte de confirmer dans les urnes le mécontentement que traduisaient les enquêtes d'opinion depuis plus d'un an. Dans ce contexte, la gauche devient majoritaire en voix. Elle redevient de ce fait compétitive au second tour alors qu'elle continue d'être traversée par des courants de pensée antagonistes en ce qui concerne les choix européens.

3. Une étape historique dans l'implantation du Front national

La formation de Jean-Marie Le Pen était en 1988 le plus souvent agrégée dans le bloc des droites. Les reports de voix et l'attitude très droitière d'une large majorité de ses électeurs conduisaient la plupart des observateurs à parler d'un équilibre gauche-droite incluant le FN. C'est bien là une différence fondamentale avec la nouvelle donne de 1997. Plus que jamais isolé électoralement, le FN a gagné en autonomie et sa performance en voix démontre qu'il est parvenu, dans le cadre d'un scrutin qu'il lui était a priori défavorable, à faire de l'étiquette partisane le facteur majeur de la fidélité de ses électeurs. Il est aujourd'hui au cœur de l'équation incertaine du second tour. Depuis la première période de son ascension dans le milieu des années 80, c'est la première fois qu'il va jouer un rôle aussi décisif au second tour dans une configuration de scrutin serré. En 1993, dans un contexte de faiblesse de la gauche, sa rivalité avait concerné essentiellement des duels (80) avec la majorité RPR-UDF. Aujourd'hui, dans un nombre équivalent de circonscriptions, il affronte cette fois la gauche et la majorité en triangulaire.

Le FN pèsera dans un nombre considérable de circonscriptions où le

comportement de ses électeurs déterminera l'équilibre entre la gauche et la droite. Or tout indique que la majorité actuelle doit compter absolument sur une réelle amélioration des reports de voix lepénistes par rapport à l'évolution qu'ils ont connue tout au long de cette courte campagne. Situés sous la barre des 40 % avant le premier tour, ils doivent atteindre en moyenne un minimum de 50 % pour constituer un apport décisif pour la majorité sortante, alors que la tentation de renvoyer « dos à dos » la gauche et la droite modérée paraissait, dans les enquêtes réalisées avant le premier tour, particulièrement forte. Elle était, à ce titre, l'ultime illustration de cette volonté de se démarquer violemment des deux grands blocs dominants.

Cet effet de correction plus ou

moins important est en théorie la loi du genre pour des élections à deux tours. Il s'ajoute à celui d'une mobilisation différentielle des abstentionnistes du premier tour qui peut bénéficier aux deux camps. Ce sont bien là les deux variables essentielles de la mécanique électorale du second tour. La gauche compte elle aussi sur la dynamique traditionnelle, celle de pouvoir mieux rassembler encore tous ses partisans au tour décisif. Mais sa victoire éventuelle dimanche prochain s'appuierait inévitablement sur l'apport électoral d'une proportion significative d'électeurs du Front national. Gauche et droite sont bien, après ce premier tour, les otages de ce qui apparaît de plus en plus comme une troisième force : le Front national, celui de l'« après » Le Pen. ■

Carte politique de la France après les législatives de 1993



Les résultats du premier tour rendent, cette fois-ci, possible une véritable recomposition du paysage politique.

Les leaders en lice


ALAIN JUPPÉ

2^e circonscription de Gironde

Nouvelle humiliation pour le Premier ministre : il est en ballottage dans l'ancienne circonscription du « duc d'Aquitaine », Chaban-Delmas. Même s'il conserve ses chances d'être élu, le maire de Bordeaux est sérieusement accroché dans sa base arrière.


ROBERT HUE

5^e circonscription du Val-d'Oise

Délicieux succès pour le secrétaire national du PC, qui se présente pour la première fois aux législatives. Sa notoriété devrait lui permettre de reprendre, malgré la candidature du socialiste Manuel Valls, ce fief communiste tombé, en 1993, aux mains du RPR.


ALAIN MADELIN

4^e circonscription d'Ille-et-Vilaine

Significatif repli pour le maire de Redon. Le ministre malheureux de l'Economie de Juppé I est contraint à un second tour, alors qu'au premier tour de la partielle de 1995 il obtenait 61,1%. Son éloignement du gouvernement ne l'a pas préservé.


LIONEL JOSPIN

7^e circonscription de Haute-Garonne

Retour en force du leader socialiste, qui avait été battu en 1993, dans la vague bleue. Il est mis en ballottage par Marie-Denise Xerri (UDF), chargée in extremis de relever le défi. Lionel Jospin ne renouvelle pas l'exploit de 1988 (57% des voix au premier tour).


PHILIPPE SEGUIN

1^{re} circonscription des Vosges

Grosse déception pour l'ancien président de l'Assemblée nationale, qui ne réitère pas son exploit de 1993. En ballottage, le maire d'Epinal, au plus haut dans les sondages d'opinion, subit, lui aussi, la sanction des électeurs en ne recueillant que 46,8% des voix.


FRANÇOIS HOLLANDE

1^{re} circonscription de Corrèze

Espoir permis pour le porte-parole du PS. Largement devancé en 1993 par le chiraquien Raymond-Max Aubert, François Hollande améliore aujourd'hui son score de 1988. Il pourrait ainsi être le seul député socialiste de la Corrèze.


VALÉRY GISCARD D'ESTAING

3^e circonscription du Puy-de-Dôme

Cruel destin pour l'ancien président. C'est un véritable camouflet : le premier énarque à avoir été élu député en 1956 rate, pour la première fois, sa réélection au premier tour. Malgré le bon score de son adversaire PS-Verts, Danièle Auroi, il devrait l'emporter.


MARTINE AUBRY

5^e circonscription du Nord

Première réussite pour la fille de Jacques Delors. L'ancien ministre du Travail, parachuté dans le Nord avec pour suppléant le député sortant, arrive largement en tête du premier tour. Sa victoire le 1^{er} juin ne sera pas une surprise. Dans une circonscription, il est vrai, acquise.


DOMINIQUE VOYNET

3^e circonscription du Jura

Divine surprise pour le chef de file des Verts. Sa candidature, soutenue par le PS, lui permet de faire une véritable percée avec près de 32% des voix. L'ancienne candidate à la présidentielle peut espérer battre le député UDF sortant, Gilbert Barbier, qu'elle a affronté en duel en 1993.


LAURENT FABIUS

4^e circonscription de Seine-Maritime

Belle remontée, même s'il est en ballottage, de l'ancien Premier ministre de François Mitterrand. En 1993, il n'avait obtenu que 27,67% des voix au premier tour. Fabius renoue avec ses performances passées, sans atteindre son score de 1988, qui frôlait 62%.


FRANÇOIS LÉOTARD

5^e circonscription du Var

Poignante fatalité pour le président de l'UDF, qui n'arrive décidément pas à se faire élire, dans son fief varois, dès le premier tour. Sa victoire ne sera pas, néanmoins, une surprise. En 1993, dans le duel qui l'opposa au candidat FN, il frôlait 68% des suffrages.


ELISABETH GUIGOU

1^{re} circonscription du Vaucluse

Succès mitigé pour l'ancien ministre des Affaires européennes dans une circonscription qui avait voté contre Maastricht. En 1993, le candidat PS avait dû se retirer, pour éviter l'élection d'un FN. C'est ce parti qui arbitra son duel avec le maire RPR d'Avignon.


EDOUARD BALLADUR

12^e circonscription de Paris

Jolie compensation pour l'ancien Premier ministre, candidat malheureux à la présidentielle de 1995. Elu au premier tour en 1988 et 1993 avec près de 58% des voix, Edouard Balladur réitère sa performance habituelle, alors qu'à Paris la chiraquie s'affaiblit...


DOMINIQUE STRAUSS-KAHN

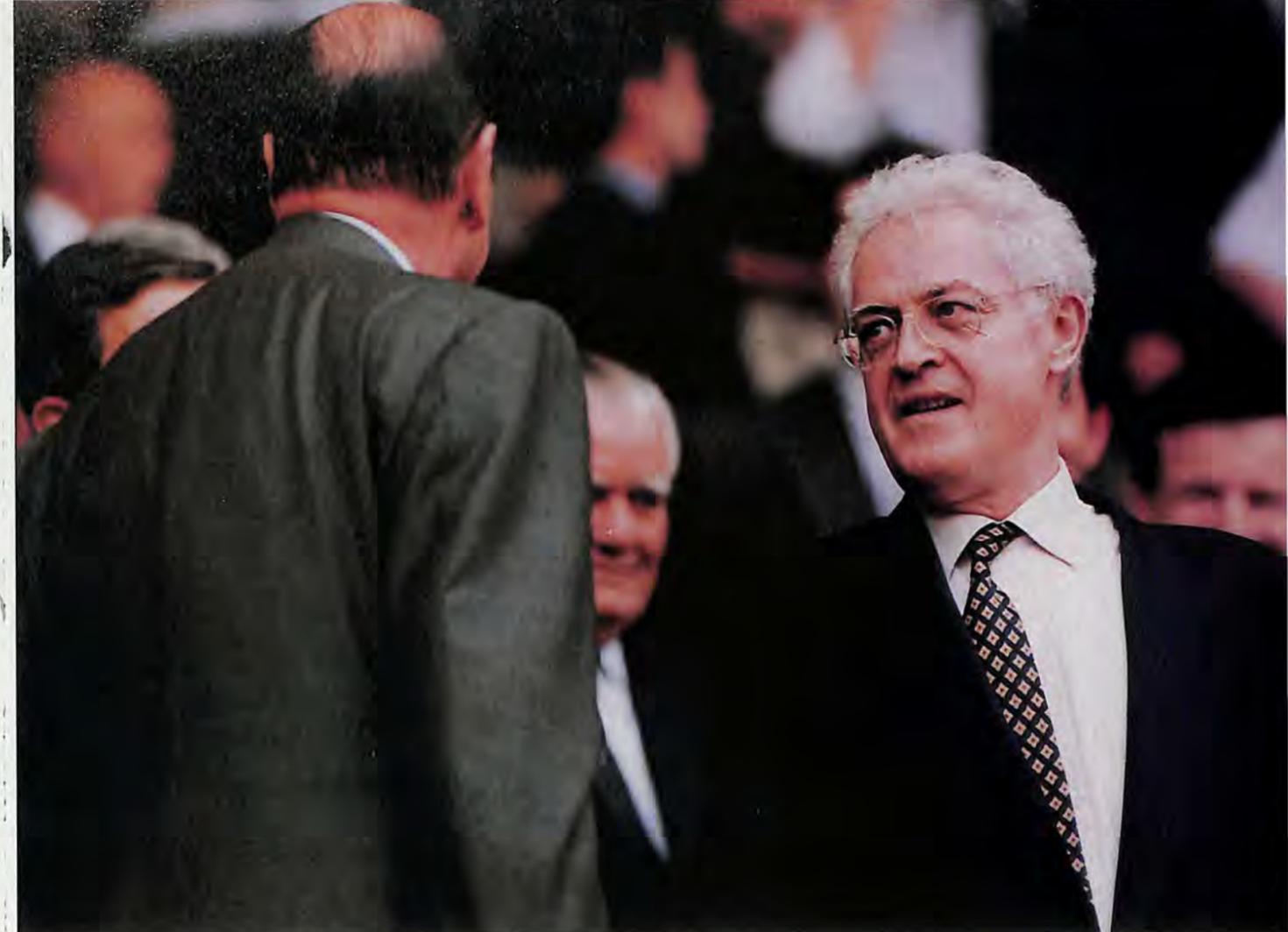
8^e circonscription du Val-d'Oise

Situation favorable pour l'ancien ministre de l'Industrie, qui avait été battu par Pierre Lélouche, en 1993. Le maire de Sarcelles améliore son score de premier tour et devrait, sans suspense, retrouver le chemin de l'Assemblée.


BRUNO MÉGRET

12^e circonscription des Bouches-du-Rhône

Enracinement conforté pour le délégué général du FN, qui a souvent été donné par les observateurs comme le candidat lepéniste le plus assuré de trouver un siège. Bruno Mégret améliore son score de 1993 de près de 10 points, en totalisant 37% des voix.



Lionel Jospin avec Jacques Chirac

SIMON-GAMMA

Parti socialiste Tout est possible

Dimanche prochain, Lionel Jospin sera soit Premier ministre, soit leader d'une opposition ragaille.

PAR FRANÇOIS BAZIN

Cette fois-ci, il n'y a pas eu, comme en 1995, de lèvres peintes et de larmes retenues. Un premier tour d'élections législatives, ça n'a décidément rien à voir avec un premier tour d'élection présidentielle. Quand, dimanche soir à 20 heures, les premières estimations de vote ont confirmé la jolie performance du PS, le premier secrétaire avait déjà la tête ailleurs.

Jouer de cet essai réussi qui en annonce peut-être un autre, le 1^{er} juin : ce fut l'affaire de quelques instants, lorsque, en fin d'après-midi, ses conseillers lui ont transmis, à Toulouse, des premières « fourchettes » encourageantes. Analyser les ressorts et les effets probables de cette poussée électorale dont profite toute la gauche : ce fut l'affaire d'un rapide entretien téléphonique avec quelques dirigeants de son parti, réunis à huis clos à Paris.

Car, pour Jospin, l'essentiel désormais n'est plus de redonner à son parti une représentation parlementaire digne de son passé et de son influence dans le débat politique hexagonal. Ce défi est d'ores et déjà atteint. Le patron du PS, à présent, veut gagner pour gouverner. « C'est jouable », avait-il dit au lendemain de la dissolution surprise décrétée par Jacques Chirac. « C'est très jouable », a-t-il répété au soir du premier tour.

L'entre-deux-tours ? Jospin, qui n'est pas du genre à vouloir franchir plusieurs haies à la fois, n'a guère voulu en parler avant le scrutin du 25 mai. Mais le premier secrétaire a trop l'habitude de ce genre d'exercice pour en ignorer les règles implicites. Surtout, pas de rupture de ton. Mais une ultime accélération qui précise les enjeux et achève de crédibiliser l'hypothèse d'une alternance maîtrisée.

Cette posture-là, Jospin - premier-

ministrable en diable - l'a peaufinée durant la semaine précédant le premier tour. Pas question de participer publiquement au petit jeu des « 40 premiers jours ». « Ce qui m'intéresse, c'est ce qui se fera dans le temps de la législature. » Pas question non plus de se laisser entraîner dans une quelconque polémique avec le président de la République sur « les conditions » de mise en place de l'euro. « Je constate que, au moins en paroles, le mouvement actuel de la droite est celui d'un alignement sur les conditions que nous avons proposées. » Même sur les promesses, en matière économique et sociale, Jospin a légèrement levé le pied en soulignant « le manque de clarté des chiffres officiels », et donc la nécessité d'un rapide audit des comptes publics au lendemain d'une éventuelle victoire de la gauche.

Le calcul de Chirac est aussi la hantise de Jospin. « Un médiocre premier tour de la majorité et une re- ▶

59



mobilisation de son électorat pour une courte victoire au second tour. » En privé, le chef de l'Etat a plusieurs fois souligné que le principal atout de son camp était le niveau de ses réserves potentielles. Le premier secrétaire n'est pas loin de partager cette analyse. D'où le soin particulier mis, à gauche, à la décisive question des reports.

Rude exercice. Jospin l'a rapidement expérimenté, début mai, quand, à mi-campagne, il lui a fallu jouer plusieurs rôles à la fois. Pendant quelques jours, le message socialiste s'en est trouvé brouillé et, dans l'état-major jospiniste, beaucoup ont cru, à cet instant-là, que les chances de la gauche s'étaient définitivement évanouies. Car, comment être à la fois chef de parti, premier-ministrable et unique contradicteur du chef de l'Etat ?

La personnalisation imposée par le rythme accéléré de la campagne et clairement assumée par le patron du PS a d'inévitables effets pervers. Quand, au lendemain du 1^{er} mai, Robert Hue hausse le ton et revendique pour son parti une juste place au sein d'une « gauche pluraliste », c'est Jospin qui monte au créneau pour lui rappeler la réalité du rapport de forces entre socialistes et communistes. Quand, à la même époque, Alain Juppé braque brutalement le projecteur sur les zones d'ombre du programme du PS, c'est encore Jospin qui, de meeting en meeting, est contraint de polémiquer avec un Premier ministre dont il brigue officiellement la succession. Enfin, quand Jacques Chirac écrit aux Français sur un ton apparemment consensuel, c'est toujours Jospin qui choisit de le suivre sur ce registre-là.

Le bon score du PS au premier tour et la perspective d'une victoire de la gauche, dimanche prochain, ont, de ce point de vue, au moins un mérite : ils facilitent la tâche de Jospin comme chef de parti et comme leader naturel de l'opposition. Bien sûr, le PS est le grand bénéficiaire, à gauche, de la poussée de l'actuelle



Une nouvelle génération socialiste

opposition. Mais comment, dans pareilles circonstances, les amis de Hue, de Voynet ou de Chevènement pourraient-ils pousser la surenchère jusqu'à apparaître comme les responsables d'une éventuelle défaite de leur camp ?

Le PC a un groupe parlementaire qu'il lui faut impérativement préserver. Les Verts ont une crédibilité à construire grâce à l'élection d'une poignée de leurs candidats. Le MDC a des députés à sauver. Autant de bonnes raisons pour ne pas attiser des conflits d'intérêt qu'en tout état de cause le « peuple de gauche » aurait du mal à tolérer.

Quand l'union est une contrainte doublée d'une évidence, il n'est pas nécessaire de la manifester avec ostentation. L'idée d'un grand meeting commun, en présence de tous les leaders de la gauche, avait été évoquée quinze jours avant le premier tour, lors de discrets contacts. Très vite, côté socialiste, on a fait comprendre que la perspective d'une grand-messe unitaire n'enchantait pas Jospin. Parce qu'il présentait les résultats du premier tour, le premier se-

crétaire avait alors compris qu'une ou deux réunions publiques, en présence de Hue, de Voynet ou de Chevènement, suffiraient à offrir le visage d'une unité recouvrée.

Cette situation, confirmée au soir du 25 mai, donne toute latitude à Jospin pour se consacrer au seul rôle qui désormais lui importe : celui de Premier ministre d'une cohabitation dont il sait qu'elle est, à terme, trop lourde d'orages pour ne pas être entamée sur le double mode du respect et de la fermeté. Sauf si Jacques Chirac devait se transformer en chef de guerre, le premier secrétaire n'entend donc pas ouvrir d'hostilités prématurées avec l'Elysée. Moins présent sur le terrain, plus concentré, à Paris, sur la mise en forme de futures tâches gouvernementales, Jospin se veut désormais l'incarnation du changement sans rupture.

Dès l'ouverture de la campagne, il a d'ailleurs montré quelles étaient ses armes favorites : l'impopularité de Juppé ainsi que la mise en valeur d'un projet fondé sur l'euro-scepticisme et une démarche novatrice en matière économique et sociale.

Le score du PS a au moins un mérite : il facilite la tâche de Lionel Jospin comme chef de parti et comme leader de l'opposition.



Malgré les palinodies de la droite autour du nom d'un improbable successeur à celui que Chirac appela, un jour, « le meilleur d'entre nous », Juppé, ses méthodes et son projet restent une cible à ce point exposée que personne, au PS, ne songe à l'épargner.

Reste que l'entre-deux-tours d'une élection législative ne peut se résumer à l'attisement d'un rejet. Crédible, Jospin ? Comme Premier ministre, sans doute. Mais comme maître d'œuvre d'une politique capable de résoudre l'inévitable question du chômage... Jusqu'au soir du premier tour, le premier secrétaire a fait réaliser des enquêtes qui, toutes, ont débouché sur le même constat. Le projet socialiste continue à susciter – y compris chez les sympathi-

sants de gauche – un réel scepticisme.

Autant la nouvelle ligne européenne du PS et son plaidoyer pour une relance salariale sont compris et appréciés par son électorat, autant le mécanisme des 35 heures sans réduction de salaires et les modalités d'embauche de 350 000 jeunes dans le secteur public ou les collectivités locales ne parviennent pas à convaincre. « Il faut expliquer, expliquer encore et encore », a confié dimanche soir Lionel Jospin avec l'espoir qu'in fine les Français comprendront que les risques d'un « vrai changement », avec la gauche, ne sont rien à côté de l'accentuation d'une politique libérale qui a montré

son échec depuis 1993.

Pour parler comme Juppé lors de son discours d'investiture, à l'Assemblée, en mai 1995, le premier secrétaire a décidé de faire, au soir du premier tour, « le pari de la confiance ». Un pari qu'il engage avec d'autant plus de sérénité qu'à titre personnel il a déjà rempli son contrat et assuré son avenir. La manière dont il a géré cette campagne législative ne laisse guère de place aux critiques de ceux qui, à gauche ou au sein même du PS, auraient dû être tentés de contester son autorité. Dimanche prochain, Jospin sera soit Premier ministre, soit leader d'une opposition ragailardie. Il est en politique des perspectives plus éprouvantes. ■

PC Les espérances de Monsieur Hue

Bilan globalement positif pour le camarade Hue ! En flirtant avec la barre symbolique des 10 % de voix (contre 9 % en 1993), le Parti communiste enregistre une légère progression, sans pour autant profiter vraiment de la poussée de la gauche. Mais il peut rêver de ministères...

Cela faisait des lustres, il est vrai, que la météo électorale n'avait été aussi favorable au parti de la place du Colonel-Fabien. Outre le fait qu'il ne traîne plus, depuis quelques années, le boulet de l'URSS, et qu'il dispose, avec Hue, d'un leader « sympa », auquel l'opinion donne acte de ses efforts de rénovation, le PCF a pu enfin procurer à ses électeurs l'impression de « voter utile », avec la perspective de ministres communistes au gouvernement. La persistance, par ailleurs, de la fracture sociale, le rejet montant de l'« horreur économique », le surprenant renfort d'intellectuels comme Emmanuel Todd ou Jean-Claude Guillebaud, tout a conspiré à ce retour en grâce du PC. Habilement, tout au long de la campagne, Robert Hue – dont la majorité aura tenté de faire un épouvantail –

aura su faire entendre sa différence à gauche sans rompre avec le PS. Ferme sur son refus de l'Europe de Maastricht, mais signataire d'une déclaration commune avec le PS à ce sujet, le secrétaire national a arrondi les angles de ses dogmes : « oui-mais à l'économie de marché », « pas de culte des nationalisations ». Et toujours ces promesses hallucinantes dont le PC a le secret : SMIC augmenté de 1 000 francs, 35 heures immédiates sans baisse de salaire, création de 1,5 million d'emplois en deux ans...

Mais ce relatif succès aura aussi sans doute des conséquences internes pour Monsieur Hue – qui, au plan personnel, est en ballottage dans la 5^e circonscription du Val-d'Oise (Argenteuil). Démontrant qu'il est dans le vrai avec sa politique de rénovation, ce score pourrait l'aider à affermir ses positions face à sa vieille garde, qui campe sur la ligne des « années Marchais ».

Pourtant, ce début de reconquête électorale, qui ramène le PC dans ses eaux de 1988, ne doit pas être surestimé. Contrairement à son homologue protestataire de l'autre



Robert Hue

bord, le Front national, le PCF n'a guère débordé de son noyau dur traditionnel, que les politologues situent justement autour des 8-10 %. Sur la carte électorale, il reste plus que jamais confiné à ses bastions des « banlieues rouges » de Paris et des villes du Nord et du Midi. Même s'il peut espérer une progression dimanche prochain en termes de sièges, il faudrait au moins trente députés pour lui assurer un vrai rééquilibrage à gauche face au PS. Pis : malgré la bonne image de son leader, le parti des travailleurs reste une ma-

chine vieillissante, qui ne parvient guère à séduire les jeunes... Bref, le spoutnik communiste s'est remis sur son orbite électorale, mais tourne encore loin du septième ciel.

Reste maintenant aux politologues à s'interroger sur cette énigme : la survie de ce dinosaure politique huit ans après la chute du mur de Berlin. Marx est mort, son parti, lui, est toujours là. Mais comme l'a écrit Nietzsche à propos d'une autre religion : « Cent ans après la mort de Bouddha, on montrait encore son ombre dans une caverne. »

■ FRANÇOIS DUFAY

Le Front national en arbitre

Il progresse en voix. Il occupe une position charnière pour le second tour. Il peut avoir demain des élus à l'Assemblée nationale.

PAR JOSEPH MACÉ-SCARON

Dimanche soir, à Saint-Cloud, au siège du FN, que l'on a baptisé « le Paquebot », Jean-Marie Le Pen, entouré de ses filles et de ses amis, a délaissé le verre d'eau auquel il s'était volontairement astreint durant la campagne pour fêter, un verre de vin mousseux à la main, le score de ses troupes.

Harcelé, dès son arrivée, par une nuée de photographes, le leader du Front national a évoqué le succès de son parti sur un ton dont il ne s'est pas départi de toute la soirée : « C'est nous qui buvons et c'est Chirac qui trinque. Ah, il voulait éviter une vague FN, eh bien, il est servi ! »

Il est vrai que le bon score du Front national est indéniable. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : aux alentours de 15 % des suffrages. Une fois encore, la formation lepéniste a créé la surprise. Il ne s'agit plus ici d'un simple électorat de rencontre, mais bien d'un électorat durablement fixé à la droite de la droite « classique ».

Fort des premières estimations qui lui sont parvenues tôt dans la soirée, Le Pen a adopté, après un bureau politique informel, la même ligne qu'aux législatives précédentes. A savoir, pour les candidats lepénistes, la consigne de se maintenir partout où ils auront dépassé la barre des 12,5 % des inscrits. Même si on est loin des « 200 triangulaires » promises par les dirigeants frontistes et des 50 circonscriptions considérées comme « gagnables », le FN espère bien pouvoir créer la surprise, dimanche prochain, en arrachant quelques sièges et en devenant... « le groupe charnière » de la future Assemblée.

Car il ne s'agit plus ici de prétendre représenter, à soi seul, « la grande alternative », mais de montrer à travers une poignée d'élus que désormais le sort de la droite classique est suspendu au bon vouloir du FN. Bref, de mettre la majorité présidentielle au pied du mur. Soit celle-ci accepte de se désister dans quelques circonscriptions pour permettre l'élection de députés lepénistes. Soit le FN appliquera à la lettre son slogan « Sortons les sortants ! »

Un vaste programme, mais les



Jean-Marie Le Pen

dirigeants lepénistes, qui craignaient jusqu'à dimanche dernier un reflux, estiment aujourd'hui que la bonne tenue de leurs candidats dans cette élection difficile leur permet de hausser le ton.

Nul doute, en effet, que la décision d'anticiper ces élections a été un mauvais coup porté contre le Front national. La dissolution a été une mauvaise surprise pour une formation qui pariait sur une longue campagne sur fond de conjoncture

économique difficile, d'« affaires » et de polémique antieuropéenne. Elle a poussé Le Pen, pour la première fois, à jeter l'éponge et à habiller son refus de candidature en expliquant que, désormais, seule la présidentielle était à sa mesure.

Aussi le FN a-t-il eu le plus grand mal à entrer dans la campagne. On a peu vu ces traditionnels affichages massifs et ces manifestations de force dont il était jusqu'à présent si friand. Mais où est passé le Front national ?

Le bon score électoral du FN ne doit pas masquer deux combats récents que son président vient de perdre en interne. Sans oublier la bataille que Le Pen n'a pas voulu livrer en refusant de se porter candidats aux législatives.

L'un est déjà connu : c'est celui des consignes de vote pour le second tour. Plutôt Jospin que Juppé, avait-il déclaré une semaine avant le premier tour. Le président du Front national avait souligné, à plusieurs reprises, sa préférence pour une Assemblée nationale de gauche, sous prétexte que celle-ci serait seule en me-

sure de stopper le projet de Jacques Chirac de « dissoudre la France dans l'Europe de Maastricht ».

Quelques jours plus tard, Le Pen avait été contraint de faire machine arrière, sous la pression des candidats lepénistes et – chose plus rare – du secrétaire général du Front national, Bruno Gollnisch, et du délégué général, Bruno Mégret.

L'autre combat est demeuré plus secret. Il n'en est pas moins édifiant. A la fin de la semaine dernière, Jean-Marie Le Pen, furieux du boycottage des médias à son égard, a pris la décision de frapper un grand

coup en proclamant son intention de faire « la grève des plateaux » télévisés le soir du premier tour.

Il a suffi de quelques heures pour que, cette fois-ci encore, le leader du FN batte en retraite.

Certes, Le Pen a reçu immédiatement l'assentiment de Bruno Gollnisch. (Ce dernier s'était prononcé, lors d'un récent bureau politique, pour un boycottage de l'émission « 7 sur 7 ».) Mais Bruno Mégret a, lui, refusé une telle attitude. Candidat aux législatives, assuré d'être présent au second tour, le numéro deux du FN n'avait pas le goût du secrétaire

général pour le seppuku. Du coup, Le Pen a dû remballer sa proposition.

Bien sûr, officiellement, tout se passe idyllicquement au Front national. Bien sûr, Le Pen sera encore présent à la tête de son mouvement pour les régionales de 1998 et les européennes de 1999, et même bien au-delà, comme l'a souhaité Gollnisch, la semaine dernière. Mais, chez les cadres frontistes, la question revient, de plus en plus lancinante : au bout du compte, pour quoi faire ? Sinon pour participer une dernière fois à l'histoire de son camp ? ■

JOSEPH MACÉ-SCARON

se sont souvent demandé les candidats de gauche comme ceux de droite.

Le plus curieux, c'est que cette discrétion commandée par la nécessité – beaucoup de candidats frontistes et de cadres ont été pris de court par la dissolution – avait aussi été recommandée par la direction nationale du mouvement, de plus en plus inquiète des manifestations anti-lepénistes. Du coup, ce relatif effacement a fini par créer une illusion d'optique. Le Front national a fait une campagne discrète, moins couverte par les médias mais davantage tournée vers un travail de proximité et de « réseautage ». La même campagne qui a permis les victoires de Toulon, d'Orange, de Marignane et de Vitrolles.

Cet investissement moins démonstratif mais plus payant en termes électoraux se fait à une époque où les autres partis perdent leurs militants et délaissent justement la « campagne de proximité » et les milieux associatifs. On sait que, depuis 1989, et sous l'impulsion notamment de Bruno Mégret, le FN est devenu un véritable parti avec ses cadres et ses militants. Il a maintenant ses écoles de cadres, qui se sont

structurées sur le modèle du PC et ses associations-relais. Il est fini le temps où le FN recrutait ses candidats par des petites annonces. D'ailleurs, ceux qui viennent d'obtenir, dimanche soir, les meilleurs scores à ce premier tour des législatives sont précisément ceux qui labourent le terrain depuis des années. Voilà pourquoi les résultats confirment définitivement l'installation d'un mouvement auquel, longtemps, on a attribué un électorat instable.

Certes, le Front national n'a pas créé, à l'issue de ce premier tour des législatives, l'électrochoc qu'il appelait de ses vœux, mais son avenir est

désormais mieux assuré qu'il n'y paraissait il y a encore une semaine, notamment après les déclarations contradictoires de ses dirigeants sur l'opportunité ou non d'accorder une « préférence nationale » à Lionel Jospin.

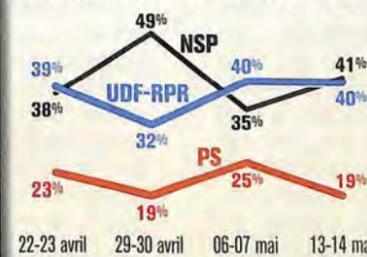
Dans ces législatives, le FN a enfin montré que, sans utiliser la locomotive Le Pen, il existait, et que son avenir était désormais moins dépendant de son leader. Naissance donc d'un « lepénisme législatif ! »

Un succès que désormais le leader du FN va devoir s'employer à soigneusement gérer, au-delà même de ces élections législatives. Ce qui ne devrait pas être sans difficulté, si l'on considère les divisions apparues au grand jour, ces derniers mois, au sein de l'appareil frontiste. Mais ces divisions ne peuvent être que des alliées de bien faible poids pour la droite qui, plus que jamais, doit trouver maintenant comment s'arracher du pied l'épine Le Pen devenue poutre.

Quant à la perspective des élections régionales de 1998 ou des européennes de 1999, un simple regard sur le score du Front national complète une vision que, de sa lunette de marine installée dans son bureau de Saint-Cloud, l'ancien député poujadiste juge prometteuse. ■

Les reports de voix des électeurs du FN

Dans l'hypothèse d'un second tour PS/UDF-RPR



Sondage IPSOS - LE POINT

Le FN a montré que, sans utiliser la locomotive Le Pen, il existait, et que son avenir était désormais moins dépendant de son leader. ▶



Les douze tests du Point

Chacune de ces circonscriptions représentait un cas de figure original. Les surprises sont au rendez-vous.

Nice

Le doyen éliminé

Charles Erhmann (photo), député sortant UDF de la 1^{re} circonscription de Nice, rêvait de devenir le doyen des doyens dans l'histoire du Palais-Bourbon. En 1993, pour dissuader Jean (dit « Nano ») Icart de se présenter contre lui, il lui avait proposé de devenir son suppléant pour lui succéder à la prochaine législature.

Mais, malgré ses 86 ans, Charles Erhmann n'a pas voulu renoncer. Mieux, il a obtenu la double investiture UDF-RPR, tandis que « Nano » était exclu de l'UDF en raison de son indiscipline. Résultat : Erhmann est devancé pour la première fois depuis 1988 par Jean-Pierre Gost, le candidat du Front national qui lui avait rendu 10 points en 1993.



Les voix recueillies par Jean « Nano » Icart lui ont fait cruellement défaut. Cet éparpillement des suffrages des Niçois fait le jeu du socialiste, Patrick Allemand, l'outsider surgi du peloton qui pourrait bien l'emporter, dimanche soir, au finish.

■ ROGER BIANCHINI (À NICE)

Compiègne

Surprise de femme

Ouf! Laurence Rossignol (photo) a gagné son premier pari : être présente au second tour des législatives et en deuxième position! Pour arriver à ce résultat, cette jeune femme de terrain, soutenue par le PS et les Verts et parachutée par Jospin, a dû se battre sur plusieurs fronts. Contre le député sortant RPR, Lucien Degauchy,



qui, dans les derniers jours de campagne, a vu sa clientèle fondre. La droite locale a compris – mais un peu tard – que la jolie juriste est un adversaire des plus coriaces. Contre le Front national, ensuite, qui s'est enraciné dans cette terre picarde. Contre les concurrents de gauche, enfin. Le PC, et surtout le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement.

Mais la véritable victoire de Rossignol a été d'imposer une autre façon de faire de la politique dans un département où, longtemps, les largesses de Marcel Dassault ont servi de modèle. Et c'est cette attitude qui la place en situation de gagner finalement sa place à l'Assemblée nationale au soir du second tour, dimanche prochain.

■ JOSEPH MACÉ-SCARON

Lons-le-Saunier

Un challenge difficile

Le poids du sortant, l'influence des mandats locaux... Dans la 1^{re} circonscription du Jura, Jacques Pelissard, député RPR depuis 1993 et maire de Lons-le-Saunier, est bien placé, à l'issue du premier tour, pour conserver son titre. Il ne retrouve sans doute pas le



score (44%) qui lui avait alors permis d'écraser son adversaire socialiste. Mais, en dépit du recul national de la droite, il conserve une avance suffisante sur l'ensemble de ses concurrents pour aborder sereinement le second tour. Son challenger, Yves Colmou (photo), ancien chef de cabinet de Michel Rocard, a été

trop récemment parachuté pour avoir eu le temps de redonner son élan à la gauche jurassienne. Sa belle campagne lui permet toutefois de réaliser un score tout à fait honorable qui fait oublier la Berezina socialiste de 1993 (22,5% au premier tour). Il faudrait désormais non seulement de parfaits reports à gauche, mais aussi un dégel des abstentionnistes en sa faveur, pour espérer inquiéter Jacques Pelissard dimanche prochain.

Beuvry

Le retour du PS

Noël Josèphe vengé! Le socialiste Marcel Cabiddu, maire de Wingles, sera seul au second tour. Le candidat UDF-RPR Dominique Josien, maire de Beuvry, ne peut se maintenir. Le député communiste sortant, Rémy Auchédé (photo), arrivé en deuxième position derrière le candidat socialiste, ne se maintiendra pas au second en vertu du désistement républicain à gauche. Le scrutin semble conforme à ce qui pouvait être attendu au regard du premier tour de la présidentielle, où Lionel Jospin était arrivé en tête.

L'ancien président du conseil régional, le socialiste Noël Josèphe, avait perdu en 1993 son siège de député au profit du communiste Rémy Auchédé.

Selon toute probabilité, dimanche prochain, le socialiste Marcel Cabiddu sera le nouveau député de la 11^e circonscription, confortant la puissante fédération socialiste du Pas-de-Calais dans ce département.

■ PASCAL PERCQ (À LILLE)



Paris

Tiberi, le camouflet

La stupeur et l'abattement. Rien ne saurait mieux décrire le clan Tiberi à l'annonce de la dégringolade du maire de Paris. Successeur de Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville, député depuis 1968, et toujours confortablement élu, dès le premier tour, dans une circonscription sur mesure, Jean Tiberi incarne, plus que tout autre, le Paris chiraquien. Un bastion à partir duquel, en près de trente ans, le fondateur du RPR a réussi la conquête de la magistrature suprême. Mais un bastion aujourd'hui ébranlé.

C'est que, par un maléfice où ont joué le manque de charisme de Tiberi, ses maladresses et son absence d'autorité sur son propre camp, il n'a pas su tirer parti du bilan de son prédécesseur ni de sa propre action pour contre-attaquer lorsque s'est présentée la facture des affaires. Après la perte de six arrondissements aux municipales, la perspective du passage à gauche de plusieurs circonscriptions de la capitale, et son score cuisant, sonne le glas d'une époque. La roue qui tourne dans la capitale est bien plus spectaculaire que celle prévue par le maire pour commémorer l'an 2000!

■ JEAN-LOUP REVERIER



Paris

Toubon menacé

Jacques Toubon le craignait en privé : les affaires du RPR pouvaient avoir un effet dévastateur pour le ministre de la Justice. En ballottage défavorable, le maire du 13^e arrondissement peut encore espérer sauver son siège de député, grâce aux quartiers du 14^e arrondissement, plus favorable à la droite, qui font partie de sa circonscription.

La campagne du candidat socialiste Serge Blisko, qui accusait Jacques Toubon d'avoir eu « pour unique souci pendant deux ans de protéger ses amis politiques de l'Etat RPR », a donc pris sur un électoral excédé par les affaires parisiennes.

Bien que rival, non déclaré, de Jean Tiberi, Jacques Toubon est apparu comme celui qui a tenté de protéger le maire de Paris, malmené par la justice. Certains voyaient déjà en lui un possible sauveur de la droite dans la capitale. Sa difficile réélection, si les électeurs de droite se mobilisent entre les deux tours, pourrait sonner le glas des espoirs qui lui sont parfois prêtés de succéder à Jean Tiberi dans le fauteuil de maire de Paris.

■ PASCAL IRASTORZA



Mantes

L'espoir d'une Le Pen

Mantes offrira-t-elle un député au FN? Dans la 8^e circonscription des Yvelines, le nom célèbre de la candidate du FN, Marie-Caroline Le Pen, a permis d'atteindre 28,49% des voix, en tête du premier tour.

L'autre événement est à gauche. En dépit de la double candidature communiste et socialiste, la candidate du PS, Annette Peulvast-Bergeal, a franchi la barre des 12,5% des inscrits et peut ainsi participer au second tour. Arrivée troisième dimanche, au premier tour des élections législatives, derrière le député sortant Pierre Bédier et Marie-Caroline Le Pen, conseiller régional d'Ile-de-France, Annette Peulvast-Bergeal sait que son maintien au second tour ne dépend pas d'elle, mais de l'état-major parisien. Pourtant, avant le premier tour, le maire de Mantes-la-Ville prévenait : « Mes militants ne veulent plus voter pour le RPR. »

Pour les militants mantois de gauche, l'histoire se répète. Déjà en 1993, au second tour des élections législatives, le candidat socialiste sortant, Bernard Schreiner, s'était retiré, pour faire barrage au scénario-catastrophe : un député FN.

■ VALÉRIE GUIEN



Lyon

Prime à la dissidence

Il ne suffit pas de porter l'étiquette RPR-UDF et de faire défiler les ministres d'Alain Juppé pour être élu. Le RPR Marc Fraysse, parachuté de Villeurbanne, vient d'en faire la cruelle expérience en se faisant devancer de peu par Henry Chabert (photo), un autre RPR, parti, lui, sans investiture mais avec le soutien d'une large partie de l'appareil gaulliste.

Au sein du même camp, les deux candidats de la majorité présidentielle poursuivaient le même objectif : récupérer la 2^e circonscription de Lyon, laissée vacante par Michel Noir, et s'en servir, ensuite, de tremplin pour la mairie de Lyon.

Henry Chabert, 51 ans, ancien lieutenant de Michel Noir et actuel adjoint de Raymond Barre, est donc le mieux placé pour gagner et siéger à l'Assemblée nationale.

Mais il devra encore affronter au second tour l'écologiste Gilles Buna, maire du 1^{er} arrondissement et conseiller général, soutenu par le PS, ainsi que les ressentiments d'une partie de l'électorat de Marc Fraysse.

■ CATHERINE LAGRANGE (À LYON)





Perpignan Echec pour le maire

Avec 20,65 % des suffrages, Claude Barate, député RPR sortant de Perpignan, se retrouve en tête, devant son adversaire historique, le maire centriste Jean-Paul Alduy (photo) crédité de 14,25 % des voix. Dans une situation impossible, le candidat dissident Alduy s'est résolu à demander à ses électeurs de voter pour son adversaire. Jean-Louis de Noell, le candidat du FN, obtient 26,80 % des voix.

La droite paraît plus divisée que jamais : les élus RPR de la ville de Perpignan avaient préféré soutenir le maire dans sa dissidence, annoncé plutôt que le député sortant, officiellement investi par les états-majors parisiens. En dépit du score inattendu de la liste d'union de la gauche (29,53 %), Jean Vila (PC) ne semble pas avoir de chances au second tour. Celui-ci s'annonce serré entre le RPR et le FN.

Seule certitude, dans le camp de la droite traditionnelle, le perdant de ces législatives ne se remettra pas facilement de son échec. ■ HERVÉ DENYONS (À PERPIGNAN)



Saint-Nazaire Claude Evin, le retour

Le second tour des législatives à Saint-Nazaire sera l'exact remake des élections de 1993. Mais si le député RPR sortant, Etienne Garnier, avait alors bénéficié d'un contexte national très favorable, la donne a aujourd'hui changé et le second tour sera particulièrement difficile pour ce gaulliste atypique qui n'a pu empêcher Claude Evin (photo) de rattraper son retard. Dans une circonscription traditionnellement à gauche, l'ancien ministre socialiste a en effet obtenu 30,40 % des voix contre 22,52 % à Joël Batteux et 20,30 % à Etienne Garnier. Le score du Front national et des autres candidats classés à droite laisse une faible réserve au candidat de la majorité présidentielle. Ce dernier mise davantage sur un report des voix d'une



partie de l'électorat de Joël Batteux, notamment communiste, pour espérer l'emporter dimanche prochain. Le maire chevènementiste de Saint-Nazaire a, quant à lui, appelé à voter pour l'ancien ministre socialiste. Reste le taux d'abstention, 36,54 %, qui pourrait lui aussi peser au second tour. ■ PIERRE-HENRI ALLAIN (À SAINT-NAZAIRE)

Cherbourg L'ancrage socialiste

Sans véritable surprise, la gauche, qui en 1993 avait fait son plus mauvais score depuis la Libération, est en passe de reconquérir la circonscription de Cherbourg. Le candidat socialiste, Bernard Cazeneuve (photo), distance de dix points le sortant, Yves Bonnet (UDF) : il peut compter sur les reports du Parti communiste et d'une partie des Verts pour l'emporter au second tour. Avec Jean-Pierre Godefroy, maire de Cherbourg, comme suppléant, Bernard Cazeneuve récolte les fruits d'une politique d'ancrage méthodique : en 1994, conseiller général ; en 1995, maire d'Octeville, une des grosses communes de l'agglomération. Député sortant, l'ancien préfet et ancien patron de la DST, Yves Bonnet, qui avait échoué en 1995 dans sa



tentative de conquérir la mairie de Cherbourg, n'atteint pas, avec 27,11 %, son score du premier tour de l'élection législative de 1993 (28 %). A l'époque, il avait pourtant un concurrent RPR (11 %). Même s'il est total, le renfort des candidats villiéristes et du Front national sera insuffisant. A Cherbourg, la droite referme une courte parenthèse de quatre ans. ■ JEAN-PIERRE BEUVE (À CAEN)

Roubaix L'espoir vert

Guy Hascoët (photo), des Verts, est en tête de balottage et se trouve en situation d'évincer le député sortant, le docteur Michel Ghysel, RPR, à la faveur d'une triangulaire avec le Front national, dont le représentant, Philippe Guérard, améliore le score de Pierre Ceyrac en 1993.

En moins de trois semaines, Guy Hascoët est parvenu non seulement à s'imposer à gauche, mais également à prendre une nette longueur d'avance sur le sortant. Il a bénéficié d'un solide soutien associatif, en particulier des jeunes, de certains élus municipaux roubaisiens de la majorité du maire centriste, René Vandierendonck. Le report des voix de gauche et de droite sur les deux candidats est souvent constaté ici avec une belle régularité. De même est-il fréquent qu'entre les deux tours le FN perde en route quelques suffrages. Si Guy Hascoët confirme au second tour son implantation roubaissienne, à 37 ans, l'avenir ne peut que lui sourire. ■ PASCAL PERCQ (À LILLE)



Les leçons des premiers tours

Les résultats du premier tour ont toujours été la simulation du résultat final, mais maintien, désistement, report des voix sont autant de variables qui donnent aux pronostics un caractère aléatoire.

PAR GUY CARCASSONNE

L'une des caractéristiques du scrutin majoritaire uninominal à deux tours est que l'objectif n'est pas de gagner bien, mais de gagner souvent. Recueillir des scores flatteurs au tour décisif n'a aucun intérêt : que l'on soit élu avec 50,1 % des voix ou avec 60 % ne change rien, si ce n'est que cela stérilise, dans le second cas, 9,9 % de voix inutiles, tout comme sont rendus inutiles les suffrages – même s'ils s'élèvent à 49,9 % – qui n'atteignent pas le seuil fatidique permettant de conquérir le siège.

Ainsi, avec un nombre identique d'électeurs, selon qu'ils seront géographiquement bien répartis, ou au contraire concentrés dans des bastions, on pourra obtenir des élus nombreux, souvent vainqueurs de justesse, ou des députés très brillamment désignés, mais en tout petit nombre : au premier tour des élections de novembre 1959, gaullistes et communistes avaient fait jeu à peu près égal, mais les premiers eurent finalement 189 sièges quand les seconds n'en conservèrent que 10!

Deux conséquences en résultent, portant l'une sur l'imprévisibilité relative du second tour, l'autre sur ses mécanismes d'amplification.

Les résultats du premier tour n'autorisent pas toujours à deviner ceux du second. En 1967, au soir du 5 mars, les projections raisonnables semblaient assurer une très large victoire à la majorité de l'époque. Au soir du 12 mars, elle ne l'emportait qu'avec un siège d'avance. On estima, à l'époque, qu'un simple déplacement de 50 000 voix (sur plus de 22 millions de votants) aurait suffi à Georges Pompidou pour conserver la quarantaine de sièges perdus, souvent de très peu.

Le maintien ou le désistement de candidats – qui ne sont officiellement connus que le mercredi matin –, le niveau de mobilisation de chaque camp, la qualité des reports en son sein sont autant de variables qui compliquent singulièrement la tâche des instituts de sondage, sommés dès le dimanche soir de faire des pronostics, dont mieux que quiconque ils mesurent le caractère aléatoire.



Séance à l'Assemblée nationale

Ce caractère aléatoire, cependant, n'a été dans le passé que relatif : les seconds tours, en effet, ont pu réserver des surprises, parfois grandes, sur l'ampleur ou, au contraire, l'étroitesse d'une victoire, mais jamais, au moins jusqu'à présent, sur son bénéficiaire. Même dans le cas le plus incertain à l'issue du premier tour, celui de 1978, la majorité des commentateurs avait prévu que l'avance de la gauche se révélerait insuffisante pour l'emporter le dimanche suivant. Bref, les résultats du second tour ont toujours confirmé ceux du premier dans la globalité – la désignation du camp vainqueur – même s'ils les ont fréquemment infirmés dans le détail – marge du succès et identité des candidats battus ou élus.

L'autre phénomène lié à la nature du scrutin est sa tendance à amplifier l'échec comme la victoire. Parce que le camp qui l'emporte est celui qui gagne le plus souvent, la répartition géographique des suffrages devient presque plus importante que leur nombre. C'est ce qui explique qu'une coalition puisse, virtuellement, être majoritaire en sièges tout en étant minoritaire en voix. C'est, surtout, ce qui rend compte du fait qu'il n'y a pas de corrélation proportionnelle entre le nombre de suffrages recueillis et la représentation parlementaire

conquise : aux dernières élections législatives, en France métropolitaine, RPR et UDF ont réuni 55,9 % des électeurs au tour décisif, ce qui s'est traduit par 445 des 555 sièges, soit 80,1 % des députés élus.

Est-ce à dire que cette distorsion condamne le système, comme on l'affirme souvent ? Certainement pas. C'est elle qui offre à tout gouvernement la garantie de sa stabilité et aux Français les moyens de sanctionner sa responsabilité chaque fois qu'ils le jugent bon. Il reste qu'on pourrait conserver cet acquis en gommant ses excès, c'est-à-dire instiller une petite dose de proportionnelle. Mais c'est une autre histoire. ■

DISSOLUTION ET MAJORITÉ

« Les élections, quand elles sont anticipées, comme en 1962, paraissent plus favorables à la majorité que les élections à date normale. Juin 1968 le confirmera et Georges Pompidou songera en 1972 à brusquer la consultation prévue pour 1973, comme M. Chirac souhaitera en 1976 une dissolution électorale. On peut ainsi gagner l'opposition de vitesse, l'empêcher de développer ses thèmes, éviter à l'Assemblée une période d'inactivité préélectorale. Toutefois, la décision n'est finalement prise ni en 1972 ni en 1976. » En 1997, en revanche... ■

« La vie politique en France sous la V^e République », de Serge Sur (Montchrestien, 2^e éd., 1982, 326 p.).

Peut-on encore gouverner sans les médias ?

S'il n'appartient pas aux médias de faire le travail des politiques, ils ne peuvent se contenter d'être le reflet d'une société qui rejette le politique.

PAR ALAIN-GÉRARD SLAMA

Jamais, depuis 1968, des élections législatives n'ont comporté un enjeu aussi grave : au-delà de la continuation des réformes, du choix de société opposant la droite à la gauche et de la préparation de la France à son entrée dans l'Europe, la question est de savoir comment ramener à la politique une opinion que la politique n'a jamais cessé de passionner, mais qui doute des possibilités d'action de ses dirigeants et, bien davantage, qui doute d'eux tout court.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, le président de la République a pris un risque à la hauteur de ces enjeux : il engageait ainsi, de façon indirecte, sa responsabilité et, partant, l'autorité de sa fonction devant le pays. Quitte ou double ? Coup de poker ? Sans doute. Mais le coup visait haut. Et, contrairement à ce que l'on a dit, il n'était nullement contraire au « génie » de la V^e République. De Gaulle, à plusieurs reprises, a joué gros.

Or, à peine le chef de l'Etat avait-il annoncé sa décision que, de tous côtés, la plupart des commentaires émanant de la presse, de la télévision, mais aussi de nombre de politologues et d'intellectuels, se sont employés à rabaisser l'entreprise. A la manière du dormeur qui, soudainement réveillé, n'aspire qu'à replonger dans sa léthargie. Nul ne conteste que, dans le pari de Jacques Chirac, la pesée des opportunités ait joué un rôle. De là à parler de dissolution « de confort », pour reprendre l'expression qui s'est aussitôt imposée, il y avait un pas que le risque pris interdisait de franchir. Rien n'assurait au surplus, compte tenu du flou de la conjoncture, que la majorité sortante eût été en plus mauvaise posture si elle s'était présentée devant les électeurs au terme de son mandat.

De même, le premier mouvement de nombre d'analystes, dont aucun n'avait rien vu venir, a-t-il été de déduire de l'initiative du président que – postmodernité

INTERVIEW

PATRICK POIVRE D'ARVOR

directeur adjoint de la rédaction de TFI

LE POINT : Pourquoi traitez-vous en fin de journal la campagne législative ?

Patrick Poivre d'Arvor : Ce n'est pas toujours vrai. Mais il se trouve que la raison en est assez anecdotique. Le 22 avril, au lendemain de l'annonce de la dissolution par le président de la République, Lionel Jospin est arrivé en retard sur le plateau ! On ne l'a pas annoncé dans les titres, contrairement à l'habitude, et il n'a dû intervenir que vers 20 h 20. Ce n'était pas si navrant puisque c'est à ce moment-là qu'on a le maximum de téléspectateurs.

LE POINT : Et vous avez continué ?

P. P. D. A. : En effet, on a décidé de recevoir les hommes politiques à la

même heure, de sorte qu'ils soient tous traités à la même enseigne.

LE POINT : Et ça n'est pas le signe d'une lassitude de la politique ?

P. P. D. A. : Non, il y a deux ou trois moments où on a ouvert avec la politique, parce qu'il y avait un temps fort, comme une intervention de Jacques Chirac. Mais il n'y a pratiquement pas eu de tournant dans

cette campagne. Finalement, elle est très linéaire. Et puis, il se trouve que, tout au long de cette campagne, d'autres ouvertures, comme l'avènement de Kabila ou l'exploit de Kersauson, se sont imposées.

LE POINT : ... Plus que la politique. Le temps où la politique devait l'emporter sur tout n'est donc plus...

P. P. D. A. : Oui, c'est vrai. Il y a vingt



Patrick Poivre d'Arvor et Lionel Jospin

« Les hommes politiques ne sont plus des produits d'appel »

oblige – la procédure de renvoi de l'Assemblée devant le peuple tendait à se banaliser dans notre pays, sur le modèle anglo-saxon. La dissolution, il est vrai, n'a fait suite ni à la chute du ministère ni à une alternance présidentielle. Mais c'était faire bon marché de la terrible crise de légitimité qui affecte notre démocratie et dont, au moins depuis décembre 1995, chacun s'accorde à reconnaître le caractère dangereux et insaisissable.

Enfin, la présentation médiatique des programmes a, dans l'ensemble, préféré mettre l'accent sur ce qui les rapprochait plutôt que marquer la différence fondamentale qui oppose l'inspiration libérale de la majorité sortante au projet social-démocrate de la gauche. Ce qui ne pouvait manquer soit de conforter la perspective d'une cohabitation, soit d'entretenir le climat de crise en incitant à l'abstention.

On objectera avec raison qu'il n'appartient pas aux médias de faire le travail des politiques à leur place et que ces derniers, par excès de prudence et souci de ratisser large, ont, le plus souvent, contribué tout seuls à affaiblir le jeu et à brouiller les cartes.



La France en direct

Mais on peut se demander précisément si, en surimprimant sur le discours tenu par les politiques leur propre perception de la réception de ce discours dans l'opinion, la plupart des médias ne finissent pas, en toute bonne foi, par confisquer le message et par élever un mur entre le pays et ses dirigeants.

Le génie national, fortement individualiste, est doué pour le soupçon. Est-ce une raison pour que le décryptage des arrière-pensées supposées ait la priorité sur la présentation des simples pensées ? Ne faisons pas d'angélisme : nous ne croyons guère à la séparation de l'information et du commentaire. Encore faut-il que le commentaire ne se substitue pas au fait, et que l'appréciation de la situation n'occulte pas la situation. Les médias ne peuvent plus se contenter d'être un simple reflet des aspirations et préjugés d'une société actuellement obsédée par le rejet du politique et, dans le déclin des idéologies, par la surestimation des contraintes. Acteurs à part entière de la démocratie, ils ont à remplir un rôle pédagogique sur lequel se fonde leur responsabilité. ■

INTERVIEW

ARLETTE CHABOT

directrice de l'information de France 2

LE POINT : Pourquoi avez-vous choisi de traiter en fin de journal la campagne législative ?

Arlette Chabot : Nous n'en parlons pas en fin de journal, comme vous dites,

mais plus exactement dans la seconde partie du journal, en général autour de 20 h 20, alors que le journal, en ce moment, dure environ 45 minutes. C'est une question d'organisation. Quand on consacre à la même actualité beaucoup de temps – dix minutes, un quart d'heure –, on l'installe plutôt en seconde partie du journal, quel que soit le sujet.

ans, on aurait certainement régulièrement ouvert le journal d'une manière très institutionnelle.

LE POINT : Les gens s'en aperçoivent.

P. P. D. A. : C'est peut-être qu'ils ont gardé cette habitude du passé.

LE POINT : Cela désacralise un peu la politique, non ?

P. P. D. A. : Oui, et c'est un peu une manière d'affirmer notre indépendance. Et puis, par ailleurs, je suis « dédouané » par une formule que j'ai créée il y a un an tout juste, celle des titres au début du journal. Il y a toujours dans les quatre titres que je retiens un titre sur la politique.

LE POINT : Et les téléspectateurs ne vous quittent pas vers 20 h 20 ?

P. P. D. A. : On sait, depuis plusieurs années déjà, que les hommes politiques ne sont plus des « produits d'appel » ! A un moment, on avait pensé faire un journal de vingt minutes et puis, juste après, un « Face à la Une », pratiquement tous les soirs. Au fond, c'est ce qu'on fait finalement dans le journal. Seulement, Claire Chazal, le week-end, et moi sommes les seuls interlocuteurs. On offre néanmoins aux politiques une tribune qui est très regardée, la plus regardée. L'autre soir, l'audience de Juppé est montée à 35,5 %, celle de Jospin, sur France 2, à 23,6 %... ■ (PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE PÉGARD)



Arlette Chabot et Alain Madelin



LE POINT : *C'est reconnaître que la politique n'est plus une priorité...*

A. Chabot : Il y a eu dans la même période beaucoup d'événements, qu'il s'agisse de la situation au Zaïre ou du Festival de Cannes, dans un tout autre genre, et je crains fort qu'effectivement la campagne législative n'ait pas mobilisé la même attention que naguère.

LE POINT : *Pourquoi ?*

A. Chabot : Il n'y a sans doute pas eu de cristallisation autour de thèmes forts ; il n'y a pas eu de forte mobilisation des Français. Mais, chaque fois, évidemment, qu'il y a eu un élément nouveau dans le débat – par exemple, une intervention du président –, il a fait l'ouverture du journal. On ne va pas ouvrir les journaux tous les soirs, pendant un mois, sur la campagne électorale !

« Il n'y a pas eu de cristallisation autour de thèmes forts »

LE POINT : *Vous voulez dire que les Français ne s'y intéressent pas ?*

A. Chabot : Non, ce n'est pas cela. Mais il y a une hiérarchie de l'information. Les émissions spéciales que nous avons organisées ont été bien reçues. L'audience des invités dépend – et c'est normal – de l'intérêt et de la qualité de leur discours. Giscard, par exemple, a fait un carton, face à Bruce Willis sur TF1 ! Et pourtant, parce que, pour des raisons techniques, nous attendions à 20 heures l'arrivée de Luc Besson au Palais des festivals, notre entretien avec Giscard a démarré à 20 h 22. Vous voyez, cela prouve bien que l'audience ne dépend pas nécessairement de la place qu'on accorde au sujet dans le 20 heures.

■ (PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE PÉGARD)

Le petit écran américain

Les journaux des grandes chaînes américaines n'accordent plus la priorité aux événements internationaux et à la politique intérieure et donnent plus de place aux informations générales. En 1988, 24 % des informations des grands journaux du soir (sur ABC, NBC et CBS) provenaient de leurs bureaux à l'étranger. Cette participation est tombée à 13 % en 1996. La couverture de l'élection présidentielle occupait 19 % des journaux en 1988 et 13 % en 1996. (Selon Women, men and media, organisme qui depuis dix ans étudie l'évolution des médias aux Etats-Unis.)